

# EUROPE : L'UNION EST UNE CHANCE ET UN COMBAT !

Jacques Delors, António Vitorino et le Conseil d'administration  
de *Notre Europe* - Institut Jacques Delors

À quelques jours des élections européennes des 22-25 mai 2014, Jacques Delors, António Vitorino et notre Conseil d'administration soulignent que l'Union européenne est à la fois une chance et un combat face à la crise économique et sociale comme face à la crise ukrainienne, tout en appelant les citoyens à choisir la majorité politique qui prendra des décisions au nom de l'UE au cours des 5 prochaines années.

Cette Tribune a été publiée dans *Le Figaro* (France), *To Vima* (Grèce), *La Razón* (Espagne) et *Le Temps* (Suisse) et sur [EurActiv.com](http://EurActiv.com).

Au même titre que la crise frappant l'Europe depuis plusieurs années, la récente crise ukrainienne nous rappelle combien l'Union européenne (UE) demeure une chance, mais aussi un combat, auquel les Européens sont invités à participer en votant entre les 22 et 25 mai prochains.

## 1. L'union face à la crise économique et sociale

Combat contre la crise économique et sociale, causée à la fois par la spéculation bancaire et immobilière et par la gestion défailante des États, et qui affecte durement nombre d'Européens. Si la Banque centrale européenne (BCE) a réagi rapidement face à une telle crise, les chefs d'États et de gouvernement ont dû forger des compromis dans la douleur, sur la base d'un principe simple : la création d'aides européennes aux États en difficulté oui, mais en contrepartie d'un contrôle accru sur les politiques nationales. La Troïka est la traduction la plus radicale de ce compromis, qui a conduit l'UE à agir aux côtés et comme le Fonds monétaire international (FMI), au point de voir son niveau de popularité rejoindre celui du FMI... Les efforts d'assainissement consentis pas les pays concernés, souvent excessivement douloureux, ont permis à l'Irlande de sortir de la crise et aux autres de revenir sur les marchés financiers.

Sur un registre plus classique, la réforme du Pacte de stabilité et de croissance permet désormais de mieux prévenir de nouvelles crises : elle conduit à la fois à un suivi renforcé des excès commis en matière de déficits et de dettes publics, mais aussi à évaluer l'évolution des dettes privées tout comme celle des déséquilibres de compétitivité des économies. L'application

souple de ce Pacte a tenté de concilier assainissement budgétaire et préservation du potentiel de croissance des États membres. La priorité européenne à la croissance et à l'emploi doit maintenant être renforcée, bien au-delà du Pacte de croissance adopté en juin 2012. Le combat contre le chômage de masse doit être clairement la première priorité en Europe, ce qui suppose avant tout des décisions nationales, mais aussi une contribution plus visible de l'UE.

Le combat européen contre la crise, c'est aussi celui mené contre les dérèglements des marchés financiers. La création de l'union monétaire nous a offert plus de stabilité, en nous mettant à l'abri des attaques spéculatives et des dévaluations compétitives : la volonté de ne pas voir resurgir leur spectre explique sans doute en partie pourquoi les citoyens de tous les pays de la zone euro sont en majorité opposés au retour à leur monnaie nationale, qui aurait des effets désastreux sur le plan financier et social. L'union bancaire, qui vient récemment de franchir des étapes décisives, va elle aussi mieux nous protéger des dysfonctionnements des établissements financiers : les banques seront en effet mieux contrôlées sous l'égide de la BCE et elles auront à payer elles-mêmes pour leur propre sauvetage (en lieu et place des contribuables) s'il s'avérait à nouveau nécessaire. Enfin, si une union fiscale complète ne semble pas pour demain, le récent accord sur la taxation de l'épargne mérite d'être salué et d'ouvrir une nouvelle étape : obtenu après 6 ans de négociations intenses, il va permettre aux États de mieux taxer les contribuables tentés de pratiquer l'évasion fiscale par delà les frontières, et donc de bénéficier de ressources publiques supplémentaires en ces temps difficiles.

## 2. L'union face à la crise ukrainienne

Comme le printemps arabe, la crise ukrainienne souligne d'abord que nombre de nos voisins aspirent à vivre dans les mêmes conditions économiques et politiques que nous. Mais elle nous rappelle aussi que l'évolution du monde est lourde d'instabilité. Les autorités nationales et européennes ont unanimement dénoncé l'annexion de la Crimée par la Russie ; elles ont adopté des sanctions à la fois politiques et financières (gel des avoirs) à l'encontre des autorités russes ; il leur faut maintenir leur unité face à un Vladimir Poutine qui ne pourra être efficacement tenu en respect que par un front commun des États européens agissant en coopération avec les États-Unis.

Dans cette perspective, il va de soi que la crise ukrainienne doit nous encourager à donner de nouvelles impulsions à la politique étrangère et de sécurité commune et à développer une politique de voisinage clairement dissociée de la politique d'élargissement. Elle doit aussi accélérer la mise en place d'une véritable « Communauté européenne de l'énergie », notamment fondée sur des mécanismes de solidarité entre États et une moindre dépendance vis-à-vis de nos fournisseurs, notamment russes.

Sauvetage des États défaillants, lutte contre la finance folle, fermeté face à la Russie : voilà trois défis face auxquels l'union des États membres de l'UE n'était pas acquise, mais où elle a pu être patiemment construite dans l'intérêt commun des Européens. Cette union n'empêche pas les États membres d'agir comme bon leur semble dans de nombreux domaines, et elle doit continuer à respecter les diversités nationales. Elle est plus que jamais nécessaire pour relever de grands défis face auxquels nos pays seraient fort démunis s'ils essayaient d'agir seuls.

## 3. Une union fondée sur une majorité politique désignée par les Européens

C'est parce que l'Union européenne est à la fois une chance et un combat qu'il importe de choisir en mai la majorité politique qui lui donnera corps au Parlement européen au cours des 5 prochaines années. Les prochaines élections européennes nous invitent à déterminer les rapports de force partisans sur la base desquels vont être forgées les décisions du Parlement européen à l'horizon 2019. Cinq grands partis européens ont désigné des candidats à la présidence de la Commission européenne, qui nous permettent de mettre des visages sur les clivages séparant les forces politiques en Europe, dans le cadre d'un grand débat pluraliste. Ces élections vont désigner des élus appelés à investir le président de la Commission et à prendre des décisions sur des enjeux aussi majeurs que l'environnement, l'énergie, l'agriculture, les transports ou la santé publique.

Elles ne consistent pas d'abord en un vote pour ou contre l'Europe : au-delà de leur critique systématique, les partis combattant l'UE ne formulent pas de propositions susceptibles de permettre aux Européens de répondre aux défis auxquels ils sont confrontés ; ce front du refus incohérent et divisé est d'ailleurs très loin d'être en mesure de remporter la majorité des sièges.

Au-delà de l'échéance de mai 2014, nous voulons combattre ces maux de nos sociétés que sont le désintérêt vis-à-vis de la politique et le recul de l'esprit civique. Participer au débat, voter pour contribuer à la réalisation de notre destin collectif. Nous continuerons à le faire, à notre modeste échelon, pour faire vivre la participation citoyenne au niveau européen comme au niveau national.

